

29 septembre 2021

Bangladesh : La répression violente du trafic et de la consommation de stupéfiants

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Le trafic et la consommation de stupéfiants au Bangladesh.....	3
1.1. Une politique de « tolérance zéro ».....	3
1.2. Caractéristiques de la consommation de stupéfiants.....	4
1.2.1. Nature et ampleur des trafics	4
1.2.2. Des consommateurs jeunes	4
1.2.3. Une augmentation constante de la consommation.....	4
1.3. Prévention et sevrage.....	5
2. Controverses autour de l'action des forces de sécurité depuis mai 2018.....	5
2.1. La « guerre contre la drogue » de mai 2018	5
2.2. Disparitions forcées, homicides et autres exactions des forces de sécurité	6
2.2.1. Des « accrochages mortels ».....	6
2.2.2. Faux témoignages collectés par les forces de police	6
2.2.3. Des disparitions forcées suivies d'exécutions extrajudiciaires	7
2.2.4. Les familles modestes ciblées	7
2.2.5. Des opposants et activistes visés	7
2.3. Un accès entravé à la justice.....	8
2.4. L'impunité des autorités.....	8
3. Réactions nationales et internationales.....	9
Bibliographie.....	10
Médias.....	11

Résumé : Depuis le début des années 2000, les autorités bangladaises ont constaté une hausse constante des trafics et de la consommation de stupéfiants dans le pays. Les stupéfiants, notamment le cannabis et le *yaba*, une drogue de synthèse répandue en Asie du Sud-Est, sont principalement consommés par des hommes jeunes et font l'objet d'un trafic lucratif aux frontières avec le Myanmar et l'Inde. En mai 2018, le gouvernement a lancé une politique de « tolérance zéro » marquée par un nombre élevé de morts, soupçonnées d'être des exécutions extrajudiciaires. La législation pour usage de drogue a été considérablement durcie tandis que les centres de désintoxication publics sont en nombre insuffisant. De nombreuses organisations de la société civile ont protesté de manière véhémente contre les méthodes des autorités pour lutter contre les trafics et la consommation de drogue.

Abstract : Since the early 2000s, the Bangladeshi authorities have seen a steady increase in drug trafficking and consumption in the country. Narcotics including cannabis and *yaba*, a synthetic drug prevalent in Southeast Asia, are mainly used by young men and are trafficked at the borders with Myanmar and India. In May 2018, the government launched a "zero tolerance" policy marked by a high number of deaths, officially accidental but suspected to be extrajudicial killings. The legislation has been considerably tightened for drug use while there is an insufficient number of public detoxification centers. Many civil society organizations have vehemently protested against the authorities' methods of combating drug trafficking and consumption.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Depuis le début des années 2000, le Bangladesh a été confronté à une hausse significative des niveaux de trafic et de consommation de stupéfiants à travers tout le pays, selon les chiffres fournis par les autorités. La consommation a principalement augmenté parmi les jeunes hommes à travers la consommation de cannabis et de méthamphétamines¹.

1. Le trafic et la consommation de stupéfiants au Bangladesh

D'après les estimations du département de contrôle des stupéfiants (*Department of Narcotics Control, DNC*), en 2019, le pays comptait sept millions de consommateurs de drogues dont une majorité dépendante au *yaba*, une drogue de synthèse mêlant méthamphétamines et caféine².

Créé en 1990 au sein du ministère de l'Intérieur (*Ministry of Home Affairs*), le département de contrôle des stupéfiants est le principal organisme étatique en charge du contrôle des drogues dans le pays. Ses missions consistent essentiellement à surveiller le flux de drogues illicites dans le pays, superviser l'importation, le transport et l'utilisation des drogues légales utilisées notamment dans les industries pharmaceutiques, planifier et mettre en œuvre des programmes de prévention, et assurer le traitement et la réadaptation des toxicomanes³.

1.1. Une politique de « tolérance zéro »

Le texte législatif régissant la consommation et la détention de stupéfiants mais également le traitement et la réhabilitation des personnes souffrant d'addiction est intitulé le « *Narcotics Control Act* ». Il a été approuvé dans sa dernière version par le Parlement bangladais en octobre 2018 pour une entrée en application en décembre de la même année. Ce texte a marqué un durcissement des peines encourues pour la détention, le trafic et la consommation de stupéfiants par rapport aux textes précédents qui ont tous été abrogés⁴.

La nouvelle loi a ainsi institué la peine de mort ou la réclusion à perpétuité pour la production, la vente, le transport, le stockage ou l'utilisation de 200 grammes et plus de *yaba*, ou 25 grammes et plus d'héroïne ou de cocaïne⁵. Le *Dhaka Tribune* explique également que « le *yaba* et les amphétamines ont été ajoutés sur la liste des stupéfiants de catégorie A dans la nouvelle loi alors qu'ils ne s'y trouvaient pas dans le *Narcotics Control Act* de 1990 »⁶.

Une loi datant de 2009, le « *Mobile Court Act* », a permis la création de procès itinérants en comparution immédiate pour les affaires de stupéfiants, autorisant à appréhender un suspect et à le juger sur le champ à une peine de prison « courte » sans possibilité de remise en liberté sous caution⁷. En 2018, selon le DNC, il y a eu plus de 13 000 descentes de police dans le cadre de ce dispositif judiciaire, ayant abouti à l'ouverture de 6 776 affaires. 6 866 personnes ont fait l'objet de poursuites et toutes ont été condamnées⁸. Entre 2014 et 2018, seulement 3 suspects ont été acquittés⁹.

Dans le cadre d'une enquête concernant la « guerre contre la drogue » au Bangladesh, dans la ville de Teknaf (*voir ci-dessous partie 1.2*), le journaliste Charles Emtaz filme ainsi ce type de comparutions immédiates qu'il appelle « justice à domicile » et montre l'aspect particulièrement expéditif de cette procédure¹⁰. Ainsi le procureur de la république de Teknaf arrête trois individus et, par une procédure de flagrant délit soutenue par le témoignage de deux personnes, condamne immédiatement les trois hommes à des peines de 4 et 6 mois de prison¹¹.

¹ The Daily Star, 14/08/2013, [url](#)

² UCA News, 12/03/2019, [url](#)

³ Portail national du Bangladesh, 28/12/2017, [url](#) ; The Daily Star, 28/06/2016, [url](#)

⁴ Bangladesh Department of Narcotics Control, 2018, p.46, [url](#) ; Dhaka Tribune, 21/12/2018, [url](#)

⁵ Dhaka Tribune, 21/12/2018, [url](#)

⁶ Dhaka Tribune, 21/12/2018, [url](#)

⁷ Bangladesh Department of Narcotics Control, 2018, p.53, [url](#)

⁸ Bangladesh Department of Narcotics Control, 2018, p.53, Tableau n°39, [url](#)

⁹ Bangladesh Department of Narcotics Control, 2018, p.53, Tableau n°39, [url](#)

¹⁰ France 24, 28/02/2020, [url](#)

¹¹ France 24, 28/02/2020, [2"-3,30"], [url](#)

1.2. Caractéristiques de la consommation de stupéfiants

1.2.1. Nature et ampleur des trafics

Le Bangladesh est un pays de transit et de destination des trafics de drogues¹². Parmi les drogues les plus consommées au Bangladesh se trouvent le cannabis, le sirop Phensedyl¹³, l'héroïne et les méthamphétamines, dont le *yaba*, une drogue de synthèse particulièrement prisée dans le sous-continent indien, notamment en raison de son prix abordable¹⁴. Une pilule de *yaba* se vend ainsi entre 300 et 350 takas à l'unité au Bangladesh, soit environ 3 euros¹⁵.

Le *yaba* est particulièrement facile à synthétiser et vendu sous forme de pilules roses ou jaunes, parfois aromatisées à la vanille¹⁶. Il s'agit d'un puissant stimulant, rapidement addictif, qui provoque des effets secondaires dangereux¹⁷. Selon les autorités bangladaises, **53 millions de pilules de *yaba* ont été saisies en 2018, ce qui constituait un record**¹⁸.

Les méthamphétamines sont introduites clandestinement depuis le Myanmar notamment, pays frontalier qui en est l'un des principaux producteurs au monde, mais aussi de manière croissante depuis l'Inde¹⁹. **Le trafic se concentre particulièrement à la frontière entre le Myanmar et le Bangladesh, par la ville de Teknaf située dans le district de Cox's bazar**²⁰.

A titre d'exemple, le 17 janvier 2021, la police aux frontières bangladaise a saisi 520 000 pilules de *yaba* convoyées sur un bateau traversant la rivière Naf, frontière naturelle avec l'Etat de Rakhine au Myanmar voisin²¹.

1.2.2. Des consommateurs jeunes

Les jeunes sont les plus gros consommateurs de drogues dans le pays. **D'après les chiffres fournis par le DNC, environ 85% des personnes dépendantes des stupéfiants sont des hommes âgés de 15 à 30 ans**²².

En outre, **2,5 millions d'enfants seraient dépendants des stupéfiants**, selon Arup Ratan Chaudhury, à la tête de l'association pour la prévention de la consommation de drogue, dont une majorité d'enfants sans domicile fixe²³. D'après une autre organisation de la société civile, le Forum du Bangladesh pour les Droits de l'Enfant (*Bangladesh Children Rights Forum*, BSAF), environ 85% des « enfants des rues » souffriraient d'addiction aux stupéfiants et environ 20% des consommateurs de drogues seraient des femmes²⁴.

1.2.3. Une augmentation constante de la consommation

En 2019, toujours selon les chiffres officiels du DNC, 114 patients en moyenne ont été pris en charge quotidiennement dans des centres de désintoxication publics et privés²⁵. Cette moyenne quotidienne était de 104 patients en 2018 et 69 en 2017²⁶.

En janvier et novembre 2019, 360 femmes ont été traitées dans des centres de désintoxication tandis qu'elles n'étaient que 91 patientes en 2018. Le journal *Financial Express* conclut de ces chiffres que

¹² The Wire, 25/01/2021, [url](#)

¹³ The Financial Express, 22/10/2020, [url](#) ; *nota*: ce sirop contre la toux est codéiné et peut être utilisé comme stupéfiant.

¹⁴ BBC, 25/04/2019, [url](#) ; Dhaka Tribune, 15/02/2018, [url](#)

¹⁵ The Wire, 25/01/2021, [url](#)

¹⁶ Dhaka Tribune, 15/02/2018, [url](#)

¹⁷ OFDT, s.d., [url](#) ; La Croix (Source AFP), 17/07/2018, [url](#)

¹⁸ Al Jazeera, 16/02/2019, [url](#)

¹⁹ The Wire, 25/01/2021, [url](#)

²⁰ BBC, 25/04/2019, [url](#)

²¹ Anadolu Agency, 17/01/2021, [url](#)

²² The Financial Express, 25/06/2019, [url](#)

²³ Anadolu Agency, 05/01/2018, [url](#)

²⁴ Anadolu Agency, 05/01/2018, [url](#)

²⁵ The Financial Express, 13/01/2020, [url](#)

²⁶ The Financial Express, 13/01/2020, [url](#)

« le nombre de personnes souffrant d'addictions aux drogues en général augmente de manière alarmante²⁷ ».

1.3. Prévention et sevrage

Selon un article du journal *Dhaka Tribune* publié en 2021, le Bangladesh compte **355 centres de désintoxication dont seulement 4 sont gérés par les autorités**. Plus de 40% de ces centres sont situés à Dacca, d'après les chiffres du DNC cités par ce même article²⁸. **23 districts du pays ne sont toujours pas équipés de centres de désintoxication**²⁹.

Il existe toutefois un nombre inconnu de structures opérant en dehors de tout cadre légal et n'offrant pas des soins de qualité, voire offrant des environnements insalubres et dangereux pour les patients sans supervision médicale³⁰.

Plusieurs scandales liés à la mort ou à la torture de personnes placées dans des centres de réhabilitation ont éclaté au Bangladesh. Le 6 février 2016, Shariful Haque, âgé de 27 ans, a ainsi succombé à une pneumonie après avoir été contraint de s'immerger dans des bains glacés 5h par jour dans un centre de désintoxication de la ville de Pabna³¹. Le 6 janvier 2019, Jalal Uddin, un patient traité pour une addiction à l'héroïne au centre de désintoxication Uddipon de Moulvibazaar, a été retrouvé mort une semaine après son admission avec des traces de coups et des blessures sur le corps. Lors de la découverte du corps, le centre avait été vidé intégralement de ses occupants. Les maltraitements subies par le patient et ayant pu conduire à sa mort, selon le journal *The Daily Star*, pourraient être imputables à l'absence de traitement approprié pour le sevrage du patient et par un usage excessif de la force visant à contrôler les crises de manque de ce dernier³². En 2019, seulement sept établissements hospitaliers de Dacca étaient en mesure de fournir des traitements de substitution à la méthadone à destination des héroïnomanes et des personnes dépendantes aux opioïdes. Ce traitement permet un sevrage progressif permettant de limiter les crises de manque et leurs effets (violence, agressivité notamment)³³.

En 2020, le DNC a annoncé avoir mis en place un système de subventions destiné aux centres de désintoxication privés afin d'en améliorer la qualité. 91 centres se sont ainsi vus allouer des sommes allant de 500 à 2000 euros environ³⁴.

2. Controverses autour de l'action des forces de sécurité depuis mai 2018

2.1. La « guerre contre la drogue » de mai 2018

Au début du mois de mai 2018, la Première ministre Sheikh Hasina a décidé que le pays allait s'engager dans une véritable « guerre contre la drogue »³⁵. Le 30 mai 2018, elle a annoncé que près de 10 000 personnes avaient été arrêtées dans le cadre de diverses opérations liées à cette politique de lutte contre les stupéfiants³⁶. En juillet 2018, l'*Agence France Presse* (AFP) a indiqué que, selon l'ONG bangladaise *Ain o Salish Kendra*, **200 personnes avaient été tuées et 25 000 autres arrêtées en l'espace de deux mois**³⁷. Citée par l'AFP, Sheepa Hafiza, directrice exécutive de cette organisation, a déclaré qu'il s'agissait là d'un phénomène « sans précédent au Bangladesh : autant de personnes tuées en un laps de temps si court³⁸ ». Sheepa Hafiza a dénoncé ce bilan en des termes fermes et non

²⁷ The Financial Express, 13/01/2020, [url](#)

²⁸ Dhaka Tribune, 02/03/2021, [url](#)

²⁹ The Financial Express, 13/01/2020, [url](#)

³⁰ The Daily Star, 01/02/2019, [url](#)

³¹ The Daily Star, 01/02/2019, [url](#)

³² The Daily Star, 01/02/2019, [url](#)

³³ The Daily Star, 01/02/2019, [url](#)

³⁴ The Business Standard, 15/03/2020, [url](#)

³⁵ HRW, 06/06/2018, [url](#)

³⁶ HRW, 06/06/2018, [url](#)

³⁷ La Croix (Source AFP), 17/07/2018, [url](#)

³⁸ La Croix (Source AFP), 17/07/2018, [url](#)

équivoques : « nous condamnons ces exécutions extra-judiciaires et demandons des enquêtes équitables pour chacune des morts »³⁹.

D'après le gouvernement, les « présumés trafiquants » tués seraient impliqués dans au moins une dizaine de crimes liés aux stupéfiants⁴⁰, ce qui est toutefois contredit par les organisations de la société civile, comme le rapporte *l'Agence France Presse* (AFP), reprise par *La Croix* : « **Les défenseurs des droits de l'homme soutiennent que nombre de victimes sont abattues volontairement par la police dans des exécutions maquillées en fusillades** et que cette opération sert aussi de couverture à des règlements de comptes ».

L'organisation non gouvernementale bangladaise *Odhikar*, située à Dacca, avait ainsi recensé 211 suspects tués entre les mois de mai et d'août 2018. **Plus d'un tiers de ces 211 personnes identifiées avait été arrêtées par les forces de sécurité avant de trouver la mort.** Asaduzzaman Khan, ministre de l'Intérieur supervisant les forces de police, réfute cependant les accusations : « nos personnels de maintien de l'ordre ne tuent pas, ils n'exécutent personne. C'est impossible. S'ils le font, ils seront licenciés. Ce n'est pas un pays sans loi ».⁴¹

Selon Pinaki Bhattacharya, présenté dans un article du journal britannique *The Guardian* comme étant « un activiste des droits humains à Dacca », les forces de police ont créé une « atmosphère de terreur à travers le pays [...] Ce n'est rien d'autre que des exécutions illégales. **Les forces de sécurité ont les mains libres et agissent en tant que juge, jury et bourreau** »⁴².

2.2. Disparitions forcées, homicides et autres exactions des forces de sécurité

Une enquête conduite en novembre 2018 par l'ONG *Amnesty International* (AI) dont les conclusions ont été publiées en 2019 a révélé que les homicides extrajudiciaires commis sous couvert de « la guerre contre la drogue » suivaient certains schémas répétitifs : **les « accrochages » mortels revendiqués par les forces de sécurité comme étant à l'origine du décès s'étaient produits dans des lieux isolés, des témoignages « fabriqués » avaient été obtenus par intimidation, la plupart des victimes avaient été arrêtées et placées en détention durant une durée excessive au regard de la loi bangladaise avant d'être tuées, de nombreuses victimes appartenaient à des familles modestes et ces dernières étaient dissuadées d'aller devant la justice**⁴³. L'ONG bangladaise *Odhikar* a rapporté que les caractéristiques des incidents recensés étaient presque identiques, rejoignant en cela les constats d'AI quant au *modus operandi* des exécutions extrajudiciaires conduites par les forces de l'ordre⁴⁴.

Le reportage de Charles Emptaz pour *France 24* montre son enquête sur les circonstances entourant la mort de deux jeunes hommes à Teknaf, officiellement dans des « tirs croisés ». Charles Emptaz dénonce lui aussi de nombreuses incohérences entre le rapport officiel des forces de police et la réalité du terrain, puisque les témoignages des voisins et des membres des familles ne correspondent pas aux versions officielles et accusent les forces de police⁴⁵.

2.2.1. Des « accrochages mortels »

La plupart des victimes ont été tuées entre minuit et quatre heures du matin dans des zones isolées, bien à l'écart des zones d'habitation et des espaces publics (champs, chantiers de construction, fossés sur le bord des routes), avec l'appui de la hiérarchie policière, selon l'enquête d'AI⁴⁶.

2.2.2. Faux témoignages collectés par les forces de police

Au moins cinq témoins interrogés par AI ont révélé qu'ils n'avaient pas assisté aux meurtres mais que les forces de l'ordre les avaient intimidés afin d'obtenir des déclarations fabriquées de toutes pièces en

³⁹ La Croix (Source AFP), 17/07/2018, [url](#)

⁴⁰ La Croix (Source AFP), 17/07/2018, [url](#)

⁴¹ Reuters, 13/08/2018, [url](#)

⁴² The Guardian, 25/05/2018, [url](#)

⁴³ Amnesty International, 04/11/2019, p.20-21, [url](#)

⁴⁴ Odhikar, 08/02/2020, p.15-16, [url](#)

⁴⁵ France 24, 28/02/2020, [url](#)

⁴⁶ Amnesty International, 04/11/2019, p.20, [url](#)

vue d'étayer la version de la police selon laquelle les décès avaient eu lieu lors de prétendus « tirs croisés » ou « fusillades ». Par crainte de représailles de la part des autorités, ces supposés « témoins » n'auraient eu d'autre choix que d'accepter d'être conduits malgré eux sur les lieux des événements et de fournir à la police leurs coordonnées personnelles puis de signer ces témoignages contraints⁴⁷.

2.2.3. Des disparitions forcées suivies d'exécutions extrajudiciaires

Dans de nombreux cas, les victimes ont été « enlevées » par la police ou par des agents du Bataillon d'action rapide (*Rapid Action Battalion*, RAB). Ces personnes ont disparu entre une journée à un mois et demi avant d'être tuées, un phénomène qualifié par AI de « disparitions forcées suivies d'exécutions extrajudiciaires »⁴⁸. Les familles parties à la recherche de leurs proches disparus se sont heurtées au silence des autorités qui ont nié les détenir ou ont refusé de leur communiquer le lieu où ils se trouvaient⁴⁹. Selon AI, la famille de l'une des victimes a allégué que la police avait même demandé de l'argent pour libérer leur proche⁵⁰.

Odhikar a mentionné que, dans certains cas, les forces de l'ordre ont allégué des affrontements armés entre bandes rivales de trafiquants de drogue pour expliquer la mort de certains individus. Mais la version des familles des victimes a généralement été divergente. Ces dernières ont soutenu le plus souvent que leurs proches étaient introuvables après avoir été enlevés jusqu'à ce que l'on vienne ultérieurement les informer que ces derniers avaient été tués lors de supposées « fusillades »⁵¹.

En outre, un certain nombre de cas de « fusillades » alléguées ont en fait consisté en exécutions sommaires et ont pu servir de couverture à des règlements de comptes liés à divers litiges fonciers ou financiers, dans un contexte de chantage ou de pressions de la partie la plus influente⁵². D'autres cas d'exécutions sommaires ont consisté à tuer un présumé criminel au cours d'une « fusillade » dans le but de détourner l'attention des véritables coupables de certains incidents criminels importants⁵³.

De la même manière, des ONG de défense des droits de l'Homme, citées par le Département d'Etat américain, ont soutenu que les unités de police avaient détenu, interrogé et torturé des suspects, les avaient ramenés sur le lieu de l'arrestation initiale, les avaient exécutés et avaient attribué leur mort à une situation de légitime défense [de la part des forces de l'ordre] en réponse à des attaques violentes⁵⁴.

D'après la directrice adjointe de l'antenne d'AI pour l'Asie du Sud : « La "guerre contre la drogue" se traduit par la mort d'au moins une personne par jour. **Dès que le Bataillon d'action rapide (RAB) entre en scène, il agit en dehors du cadre de la loi : les suspects ne sont pas arrêtés et encore moins jugés.** Certains ont disparu [emmenés] de force de chez eux et leurs proches ne les ont revus qu'à la morgue, le corps criblé de balles⁵⁵ ».

2.2.4. Les familles modestes ciblées

L'enquête d'AI a montré que toutes les victimes appartenaient à des familles défavorisées sur le plan économique, sans sources de revenus régulières, et qu'elles survivaient grâce à des emplois précaires⁵⁶.

2.2.5. Des opposants et activistes visés

Selon AKM Wahiduzzaman, membre du *Bangladesh Nationalist Party* (BNP), principal parti d'opposition à la Ligue Awami de Sheikh Hasina, **une quinzaine de membres de son parti ont été tués dans le cadre de la guerre contre les stupéfiants**⁵⁷.

⁴⁷ Amnesty International, 04/11/2019, p.20, [url](#)

⁴⁸ Amnesty International, 04/11/2019, p.21, [url](#)

⁴⁹ Amnesty International (en français), 04/11/2019, [url](#)

⁵⁰ Amnesty International (en français), 04/11/2019, [url](#)

⁵¹ *Odhikar*, 08/02/2020, p.18, [url](#)

⁵² *Odhikar*, 08/02/2020, p.15-16, [url](#) ; La Croix (Source AFP), 17/07/2018, [url](#)

⁵³ *Odhikar*, 08/02/2020, p.16-17, [url](#)

⁵⁴ USDOS, 11/03/2020, [url](#)

⁵⁵ Amnesty International (en français), 04/11/2019, [url](#)

⁵⁶ Amnesty International, 04/11/2019, p.21, [url](#)

⁵⁷ The Guardian, 06/06/2018, [url](#)

Le 24 juillet 2018 par exemple, Alamgir Badsha, membre du BNP et présenté comme étant un « activiste » a été tué à 20km de la ville de Dacca, à Sonargaon. D'après les membres du *Rapid Action Bataillion* (RAB), le défunt était un trafiquant de drogues et a été tué dans un échange de tirs alors qu'ils intervenaient sur le lieu présumé d'un trafic. En revanche, selon les proches de Badsha, ce dernier a fait l'objet d'une arrestation arbitraire par des hommes en civil avant d'être exécuté⁵⁸.

2.3. Un accès entravé à la justice

Pour les familles des victimes d'exécutions extrajudiciaires, l'accès à la justice semble entravé. Selon AI, certaines d'entre-elles ont soutenu que « les forces de l'ordre les avaient découragées ou empêchées de porter plainte en vue d'obtenir une enquête officielle sur [les circonstances] de la mort de leurs proches et leur avaient déconseillé de parler de ces incidents à qui que ce soit. [Pour AI] cette réticence à enquêter sur les allégations d'exécutions extrajudiciaires n'a fait que renforcer l'impunité⁵⁹ ».

D'après le Département d'État américain : « Les autorités n'ont pas publié de statistiques sur le nombre total de meurtres commis par les forces de l'ordre et n'a pas non plus pris de mesures globales pour enquêter sur ces affaires. **Les groupes de défense des droits de l'Homme ont exprimé leur scepticisme quant à l'indépendance et aux normes professionnelles des unités chargées de ces évaluations. Dans les quelques cas connus où les autorités ont inculpé [des suspects], les personnes reconnues coupables n'ont généralement reçu qu'une sanction administrative⁶⁰ ».**

Pour sa part, *Odhikar* dénonce l'inefficacité du système de justice pénale, où de nombreux individus soupçonnés de crimes sont maintenus en prison en attendant leur sentence. Il arrive que les autorités admettent ultérieurement s'être trompées de personne et que des prisonniers soient finalement reconnus innocents. D'après l'ONG bangladaise, tous ces détenus ont été soumis à la torture et aux mauvais traitements durant leur détention⁶¹.

2.4. L'impunité des autorités

De son côté, l'ONG internationale *Human Rights Watch* (HRW) dénonce un « déni de responsabilité » de la part des autorités : « Le gouvernement a continué à nier les disparitions forcées, les exécutions extrajudiciaires, la torture et les autres violations commises par les forces de sécurité, notamment par le Bataillon d'action rapide (RAB), la Direction générale du renseignement des forces armées (DGFI), ou encore par la police, en particulier son service de détectives. Les forces de sécurité ont continué à dissimuler les exécutions illégales en prétendant que les décès étaient survenus lors d'une fusillade ou de tirs croisés. Des centaines de personnes ont été tuées lors d'échanges de tirs croisés, notamment lors de la campagne de lutte contre la drogue⁶² ».

Interrogé par Charles Emptaz, un journaliste de *France 24* effectuant un reportage sur la guerre contre la drogue dans la région de Teknaf, Adilur Rahman, dirigeant de l'ONG *Odhikar*, a dénoncé de véritables violences d'Etat : « La situation au Bangladesh est celle de l'état d'urgence. Rien n'est indépendant, ni la justice, ni la police, ni les médecins légistes qui font les rapports d'autopsie, ni même les journalistes, sponsorisés par l'Etat ou même des organismes nationaux de défense des droits de l'Homme. Ils travaillent tous ensemble⁶³ ».

⁵⁸ Al Jazeera, 16/08/2018, [url](#)

⁵⁹ Amnesty International, 04/11/2019, p.21, [url](#)

⁶⁰ USDOS, 11/03/2020, [url](#)

⁶¹ Odhikar, 08/02/2020, p.24, [url](#)

⁶² HRW, 14/01/2020, [url](#)

⁶³ France 24, 28/02/2020, [14:50], [url](#)

3. Réactions nationales et internationales

Dès le 6 juin 2018, 188 ONGs réunies à Bangkok ont publié une lettre ouverte aux Nations Unies dénonçant les politiques antistupéfiants de plusieurs pays d'Asie du Sud-Est dont le Bangladesh et demandant à la communauté internationale d'enquêter et d'intervenir⁶⁴.

Le Haut-Commissaire pour les droits humains de l'ONU, l'ambassadeur des Etats-Unis au Bangladesh ainsi que les autorités européennes ont « tous exprimé leur inquiétude au sujet des meurtres de suspects lié au trafic de drogue au Bangladesh », selon *Reuters*⁶⁵.

La Commission Nationale pour les droits humains du Bangladesh, organe financé par les autorités, a également écrit une lettre au ministère de l'Intérieur en mai 2018 après la mort suspecte d'un homme politique local à Teknaf⁶⁶.

Dans son rapport annuel portant sur l'année 2019, l'ONG internationale *Freedom House* a souligné que « La Ligue Awami (AL) au pouvoir a consolidé son pouvoir politique en harcelant constamment l'opposition et ceux qui sont perçus comme ses alliés, ainsi que les médias et les voix critiques de la société civile. La corruption est demeurée un grave problème dans le pays tandis que les efforts pour la contrer ont été affaiblis par une application politisée [de la législation]. **Les garanties d'une procédure régulière sont mal respectées et les forces de sécurité ont continué de commettre toute une série de violations des droits de l'Homme en toute quasi-impunité**⁶⁷ ».

Par le passé, le gouvernement a déjà été critiqué pour son « taux élevé » d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées et de recours excessif à la force⁶⁸. En avril 2017, le Comité des droits de l'Homme de l'ONU a demandé aux autorités « d'enquêter sur tous les cas d'exécutions arbitraires, de disparitions forcées et d'usage excessif de la force, poursuivre les auteurs de ces actes et, s'ils sont reconnus coupables, les punir par des sanctions appropriées, et accorder une réparation complète aux victimes⁶⁹ ». Plus de deux années plus tard, en août 2019, **le Comité des Nations unies contre la torture a réitéré sa préoccupation quant aux « nombreuses informations reçues concernant des cas dans lesquels des membres du Bataillon d'intervention rapide de l'État partie, composé à la fois de policiers et de militaires en détachement, auraient, selon des allégations crédibles, été responsables de la torture, de la détention arbitraire, de la détention non reconnue, de la disparition et de l'exécution extrajudiciaire de personnes placées sous leur garde.** [Le Comité s'inquiète également qu'à l'exception d'une seule affaire], les membres de ces forces n'ont pas été tenus pénalement responsables de ces violations⁷⁰ ».

Pour le parti d'opposition BNP, cette politique violente est une « campagne d'intimidation »⁷¹.

⁶⁴ International Drug Policy Consortium, 06/06/2018, [url](#)

⁶⁵ Reuters, 13/08/2018, [url](#)

⁶⁶ Reuters, 13/08/2018, [url](#)

⁶⁷ Freedom House, 04/03/2020, [url](#)

⁶⁸ Al Jazeera, 29/03/2017, [url](#)

⁶⁹ ONU, Comité pour les droits humains, 27/04/2017, [url](#) ; Al Jazeera, 29/03/2017, [url](#)

⁷⁰ ONU, Comité contre la torture, 26/08/2019, [url](#)

⁷¹ Reuters, 13/08/2018, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en septembre 2021.

Organisations intergouvernementales

Organe international de contrôle des stupéfiants OICS (International Narcotics Control Board, INCB), [organe de contrôle indépendant et quasi-judiciaire pour la mise en œuvre des conventions internationales des Nations unies sur le contrôle des drogues], « Rapport annuel 2019 », (Voir : Asie, p.92-108), 27/02/2020,

https://www.incb.org/documents/Publications/AnnualReports/AR2019/Annual_Report_Chapters/AR2019_Chapter_III_Asia.pdf

Organisation des Nations-Unies, Comité contre la torture, « Concluding observations on the initial report on Bangladesh », 26/08/2019,

https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CAT/C/BGD/CO/1&Lang=Fr

Organisation des Nations-Unies, Comité pour les droits humains, « Concluding observations on the initial report on Bangladesh », 27/04/2017,

https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CCPR%2fC%2fBGD%2fCO%2f1&Lang=en

Institutions nationales

Etats-Unis, US Department of State (USDOS), « Country Report on Human Rights Practices 2019 – Bangladesh », 11/03/2020,

<https://www.state.gov/reports/2019-country-reports-on-human-rights-practices/bangladesh/>

Portail national du Bangladesh, « Department of Narcotics Control: Vision and Mission », 28/12/2017,

<http://www.dnc.gov.bd/site/page/542c4e59-7990-4311-90de-d916dec14567/->

Département de contrôle des narcotiques du Bangladesh, « Annual drug report », 2018, 90 pages,

https://dnc.portal.gov.bd/sites/default/files/files/dnc.portal.gov.bd/annual_reports/d5c18a1b_a5cd_402f_839b_351d5fd39003/Drug%20Annual%20Report%202018.pdf

Organisations non gouvernementales

Freedom House, « Freedom in the World 2020 – Bangladesh », 04/03/2020,

<https://freedomhouse.org/country/bangladesh/freedom-world/2020>

Odhikar, « Annual Human Rights Report 2019: Bangladesh », 08/02/2020,

http://odhikar.org/wp-content/uploads/2020/02/Annual-HR-Report-2019_Eng.pdf

Human Rights Watch, « World Report 2020 – Bangladesh », 14/01/2020,

<https://www.hrw.org/world-report/2020/country-chapters/bangladesh>

Human Rights Watch, 06/06/2018,

<https://www.hrw.org/news/2018/06/06/bangladesh-suspend-deadly-war-drugs>

International Drug Policy Consortium, « 188 NGOs call on the United Nations to condemn Bangladesh drug war », 06/06/2018, <https://idpc.net/media/press-releases/2018/06/ngos-call-on-the-united-nations-to-condemn-bangladesh-drug-war>

Amnesty International, « Bangladesh: Killed in “crossfire”: Allegations of extrajudicial executions in Bangladesh in the guise of a war on drugs », 04/11/2019, <https://policehumanrightsresources.org/killed-in-crossfire-allegations-of-extrajudicial-executions-in-bangladesh-in-the-guise-of-a-war-on-drugs>

Amnesty International, « Bangladesh. Des homicides extrajudiciaires présumés sont perpétrés sous couvert de "guerre" contre la drogue », 04/11/2019, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/11/bangladesh-killed-in-crossfire/>

Human Rights Watch, « Bangladesh: Suspend Deadly ‘War on Drugs’ », 06/06/2018, <https://www.hrw.org/news/2018/06/06/bangladesh-suspend-deadly-war-drugs>

Médias

Dhaka Tribune, « Teen patient dies at Dhaka rehab » 02/03/2021, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/dhaka/2021/03/02/teen-patient-dies-at-dhaka-rehab>

The Wire, « Why Bangladesh's Yaba Drug Epidemic Continues to Fester », 25/01/2021, <https://thewire.in/south-asia/bangladesh-india-yaba-drug-trade>

Anadolu Agency, « Bangladesh: Drugs worth \$1.8M seized on Myanmar border » 17/01/2021, <https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/bangladesh-drugs-worth-18m-seized-on-myanmar-border/2113125>

The Financial Express, « Can Bangladesh win its war on drugs? », 22/10/2020, <https://thefinancialexpress.com.bd/public/views/can-bangladesh-win-its-war-on-drugs-1561472527>

The Business Standard, « Govt to incentivise private drug rehabs » 15/03/2020, <https://www.tbsnews.net/bangladesh/health/govt-incentivise-private-drug-rehabs-56752>

France 24, « Bangladesh: la sale guerre de la police contre l'addictif yaba », [Reportage de Charles Emptaz], 28/02/2020, <https://www.france24.com/fr/asia-pacifique/20200228-bangladesh-la-sale-guerre-de-la-police-contre-l-addictif-yaba>

The Financial Express, « Alarming rise in drug abuse », 13/01/2020, <https://thefinancialexpress.com.bd/views/alarming-rise-in-drug-abuse-1578932293>

Al Jazeera, « Over 100 drug dealers surrender in Bangladesh crackdown », 16/02/2019, <https://www.aljazeera.com/news/2019/2/16/over-100-drug-dealers-surrender-in-bangladesh-crackdown>

BBC, « Yaba : the cheap synthetic drug convulsing a nation », 25/04/2019, <https://www.bbc.com/news/stories-48041414>

Union of Catholic Asian News (UCA News), « Bangladesh's flawed war on drugs not tackling root causes », 12/03/2019, <https://www.ucanews.com/news/bangladeshs-flawed-war-on-drugs-not-tackling-root-causes/84648>

The Daily Star, « Rehabs in need of rehabilitation », 01/02/2019, <https://www.thedailystar.net/star-weekend/spotlight/news/patients-not-criminals-1695820>

Dhaka Tribune, « Revised narcotics control law gets tough with drug traders », 21/12/2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/2018/12/21/revised-narcotics-control-law-gets-tough-with-drug-traders>

Al Jazeera, « Are Bangladesh activists being killed amid the war on drugs? », 16/08/2018, <https://www.aljazeera.com/features/2018/8/16/are-bangladesh-activists-being-killed-amid-the-war-on-drugs>

Reuters, « Arrested and killed: inside the Bangladesh prime minister's war on drugs », 13/08/2018, <https://www.reuters.com/article/us-bangladesh-drugs-killings-idUSKBN1KX0V4>

La Croix (Source AFP), « Bangladesh: 200 morts en deux mois dans la « guerre contre la drogue », 17/07/2018, <https://www.la-croix.com/Monde/Bangladesh-200-morts-deux-mois-guerre-contre-drogue-2018-07-17-1300955643>

The Guardian, 06/06/2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/jun/06/audio-clip-captures-bangladeshi-police-killing-drugs-suspect-akramul-haque>

The Guardian, 25/05/2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/may/25/bangladeshs-philippines-style-drugs-war-creating-atmosphere-of-terror>

Dhaka Tribune, « Yellow yaba being smuggled as vitamin supplements », 15/02/2018, <https://www.dhakatribune.com/bangladesh/2018/02/15/yellow-yaba-smuggled-vitamin-supplements>

Anadolu Agency, « Drug use among bangladeshi children at alarming level », 15/01/2018, <https://www.aa.com.tr/en/asia-pacific/drug-use-among-bangladeshi-children-at-alarming-level/1023044>

Al Jazeera, « UN blasts Bangladesh over extrajudicial killings », 29/03/2017, <https://www.aljazeera.com/news/2017/03/blasts-bangladesh-extra-judicial-killings-170329121314268.html>

The Daily Star, « Origins of the global anti-drug movement », 28/06/2016, <https://www.thedailystar.net/op-ed/origins-the-global-anti-drug-movement-1246648>

The Daily Star, « Drug abuse alarmingly rising in Bangladesh », 14/08/2013, <https://www.thedailystar.net/news/drug-abuse-alarmingly-rising-in-bangladesh>